

# Bras de fer occidental sur le sort de la Grèce

UNION EUROPÉENNE Les ministres des Finances de la zone euro et le FMI tentaient de s'entendre sur une trajectoire budgétaire réaliste

**S**i cela dure longtemps, ce sera bon signe», avait annoncé un diplomate. Lundi soir peu avant 22 heures, les ministres des Finances de la zone euro étaient toujours enfermés dans le bâtiment Juste Lipse, rond-point Schuman, où ils avaient entamé leur réunion de l'Eurogroupe à 15 heures comme de coutume. À l'ordre du jour : la Grèce, et le casse-tête du rééchelonnement de sa dette. Mais depuis 19 heures, ils n'étaient que quatre personnes autour de la table, les autres ayant bénéficié d'une suspension de séance.

Quatre interlocuteurs, donc, pour tenter d'arriver à un accord entre eux : le président de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem, les ministres des Finances allemand Schäuble et français Le Maire, et le représentant du Fonds monétaire international Poul Thomsen. Et Euclide Tsakalatos, ministre grec des Finances du pays dont le sort était discuté par les quatre précités ? Absent, « en suspension » de réunion comme les 16 autres grands argentiers...

Cœur du casse-tête : arracher l'accord du FMI de rejoindre le troisième plan de sauvetage de la Grèce. Adopté par la zone euro, à l'été 2015, l'Allemagne et quelques autres « durs » y avaient souscrit à condition que le Fonds le soutienne, question d'en attester la crédibilité sur les marchés financiers. Seulement voilà : le FMI juge que la dette publique grecque, équivalent aujourd'hui à 180 % de son produit intérieur brut, est insoutenable, mais aussi que les niveaux de soldes budgétaires imposés par les Européens à Athènes (3,5 % de surplus à moyen voire à long terme) ne le sont pas

plus. L'Allemagne, qui tient mordicus au FMI, ne veut toutefois pas lâcher le morceau : ni réduction faciale de la dette grecque, ni abaissement du niveau de boni à quelque 1,5 %, comme le FMI le juge plus raisonnable.

Alors que la Grèce a fait adopter la semaine dernière un nouveau train de mesures d'austérité et de réformes, longuement et durement négocié, Athènes est en attente de se voir virer quelque 6 à 10 milliards d'euros pour faire face à ses obligations, dont des remboursements de prêts venant à échéance en juillet. Mais l'Allemagne n'acceptera cette fois-ci plus d'approuver ce débours par le Mécanisme européen de stabilité (MES), si le FMI ne rejoint pas enfin le plan de sauvetage.

La négociation, principalement entre l'Allemagne et le FMI donc, a pour but de trouver un compromis sur le montant de surplus que les « sauveteurs » de la Grèce lui demanderont, et sur leur durée. Un scénario avait les faveurs de l'Allemagne lundi soir : celui de fixer à la Grèce un surplus de 2 % jusqu'à... 2060 ! (On a bien lu.) Une fantaisie, quand on connaît le caractère aléatoire des prévisions budgétaires même sur une période de quelques années, et qui doivent combiner des prévisions de croissance et d'évolution des taux d'intérêt qui ne le sont pas moins.

À supposer que le FMI et l'Allemagne trouvent un compromis, que le scénario retenu soit accepté par la Grèce, la chronologie devrait être la suivante. Une fois l'accord trouvé, le FMI fera une analyse de soutenabilité de la dette grecque, dont les Européens devraient accepter

de prolonger la durée des prêts et la période de grâce. En cas de conclusion favorable, la décision de rejoindre le plan d'aide à la Grèce sera soumise au conseil d'administration du Fonds, ou au moins approuvée par son comité directeur. Une fois cette autorisation accordée, l'Allemagne (ainsi que la Finlande et les Pays-Bas) demanderont à leurs parlementaires respectifs d'approuver le débours

de la nouvelle tranche d'aide. Tout cela devrait se produire d'ici la fin juin, afin d'alimenter en temps voulu les caisses de l'État hellénique. Et s'il n'y a pas d'accord d'ici là ? « Tout le monde sait très bien, même les tenants de la ligne dure, quelles seraient les conséquences d'un non-accord », indiquait placidement notre diplomate proche du dossier. À savoir un défaut de la Grèce. Eh oui, tout cela pour en revenir à ce spectre... ■

JUREK KUCZKIEWICZ

## BREXIT

### Feu vert à Michel Barnier

L'UE a officiellement investi lundi le Français Michel Barnier et son équipe pour négocier la sortie du Royaume-Uni, concluant ses préparatifs et désormais prête à ouvrir les discussions. « Nous sommes prêts et bien préparés », a confirmé Michel Barnier, lors d'une conférence de presse à Bruxelles. Nommé le 27 juillet 2016 par la Commission, Michel Barnier a hâte de se mettre à la table des négociations, et espère pouvoir organiser un premier round « dans la semaine du 19 juin ». Soit presque un an jour pour jour après le référendum britannique. (afp)